Le XVII^e siècle comme enjeu philosophique et littéraire au début du XIX^e siècle

Jean-Luc Chappey

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/952>

DOI : 10.4000/ccrh.952

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 avril 2002

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Jean-Luc Chappey, « Le XVII^e siècle comme enjeu philosophique et littéraire au début du XIX^e siècle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 28-29 | 2002, mis en ligne le 22 novembre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/952> ; DOI : 10.4000/ccrh.952

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Le xvii^e siècle comme enjeu philosophique et littéraire au début du xix^e siècle

Jean-Luc Chappey

- 1 Telle est la première phrase du *Tableau annuel de la littérature* publié en 1801 par Jean-Marie-Bernard Clément, l'un des porte-parole du parti très actif des admirateurs du xvii^e siècle sous le Consulat. Les périodes consulaire et impériale marquent incontestablement un moment essentiel dans la construction de la vision du xvii^e siècle, moment où s'imposent des figures, des systèmes de représentation et d'interprétation qui se renforceront par la suite. Durant ces années 1800-1815, le Grand Siècle, et plus précisément sa littérature, sont à la mode. Notons ainsi que l'un des *best-sellers* de l'année 1808 n'est autre qu'une réédition des œuvres de Racine avec des commentaires de Geoffroy et Laharpe². Les raisons du succès de ce « retour au xvii^e siècle », étudiées par exemple par Paul Bénichou³ sont assez bien connues. Dans un moment de lutte politique violente où s'affrontent les partisans de l'héritage révolutionnaire et républicain et leurs adversaires – catholiques et royalistes –, ces derniers utilisent le xvii^e siècle comme un contre-modèle servant de cheval de bataille contre les Lumières et ceux qui, à l'instar des Idéologues, s'en proclament alors les héritiers. Cette instrumentalisation de l'héritage du Grand Siècle comme pilier de l'offensive menée contre les Lumières, n'est pas une nouveauté. Dans un ouvrage récent, *Les Ennemis des Philosophes*⁴, Didier Masseau montre comment le xvii^e siècle a été mobilisé dans les luttes littéraires et philosophiques qui ont opposé les Encyclopédistes à leurs adversaires à partir des années 1740. Or, à la différence des « anti-philosophes » du xviii^e siècle, les nouveaux parangons du Grand Siècle se dotent, sous le Consulat et l'Empire, de moyens de lutte très efficaces qui leur permettent, d'une part, de donner une cohérence au groupe qu'ils forment et aux idées qu'ils défendent, et d'autre part, d'imposer le xvii^e siècle comme référence dominante auprès de l'opinion publique et des autorités publiques. Si l'on ne peut pas parler d'un véritable « parti » – au sens contemporain – des défenseurs du Grand Siècle, ces derniers profitent

de la mise en place du régime consulaire pour se doter des instruments nécessaires à la formalisation de leurs discours. À travers les journaux (le *Journal des débats* des frères Bertin ; le *Mercure de France* qui renaît en juin 1800...) et les maisons d'édition (celle de Leclère par exemple), se constitue une véritable nébuleuse de pamphlétaires, de publicistes et de théoriciens, qui, par le jeu de l'intertextualité, crée progressivement un espace de discours collectifs et de prises de positions communes qui dessinent les frontières d'un « camp » organisé et visible dans l'espace intellectuel. Bénéficiant de la protection de personnalités politiques, comme Lucien Bonaparte autour duquel ils se regroupent, les partisans du xviii^e siècle sont parvenus, dans le théâtre, l'édition et surtout la presse, à mettre en place une véritable campagne de « promotion médiatique » du Grand Siècle. Chargé officiellement de la direction de l'instruction publique et de l'esprit public, Pierre-Louis Roederer avait pris la mesure de cette force nouvelle constituée, dans le champ intellectuel, par ces « journaux quotidiens, institution toute nouvelle, inconnue au siècle de Louis XIV »⁵. Roederer bénéficiait alors d'une statistique (aujourd'hui encore inédite) des journaux, effectuée par le service des postes qui montre clairement que les journaux ayant le plus grand nombre d'abonnés à Paris comme en province sont ceux qui regroupent les défenseurs du xviii^e siècle : le *Publiciste*, le *Journal des Débats* et la *Gazette de France* regroupent près de 15 000 abonnés en province contre seulement 2 500 pour la *Décade philosophique*, le *Journal de Paris* et la *Clef du Cabinet des souverains*, journaux contrôlés par les « héritiers des Lumières »⁶. Sous la Restauration, Chateaubriand évoquera le rôle de ces publicistes, occasion ici d'évoquer les noms de ces principaux partisans du xviii^e siècle :

Lorsque la France, fatiguée de l'anarchie, chercha le repos dans le despotisme, il se forma une espèce de ligue des hommes de talent pour nous ramener, par les saines doctrines littéraires, aux doctrines conservatrices de la société : MM. De la Harpe, de Fontanes, de Bonald, M. l'abbé de Vauxcelles, M. Guérou de Mucy, écrivaient dans le *Mercure* ; MM. Dussault, Féletz, Fievée, Saint-Victor, Boissonnade, Geoffroy, M. l'abbé de Boulogne, combattaient dans le *Journal des Débats*⁷.

- 2 Face à cette offensive, les défenseurs du siècle des Lumières participent eux-mêmes à l'actualité et à la visibilité du xviii^e siècle sous le Consulat et l'Empire. C'est ainsi, pour en donner une vision critique, qu'un certain Grouvelle édite, en 1807, le texte connu depuis sous le titre des *Mémoires de Louis XIV*. Rapidement, le Grand Siècle cristallise ainsi les conflits qui rythment les débats sur le terrain intellectuel, mais aussi politique, religieux, économique. Je me suis particulièrement interrogé sur les enjeux de cette construction et de cette valorisation du modèle du Grand Siècle en cherchant à comprendre pourquoi et comment l'utilisation d'une certaine vision construite du xviii^e siècle pouvait s'inscrire dans les débats et les conflits qui traversaient l'espace intellectuel du Consulat et de l'Empire et, ainsi, devenir un objet d'étude privilégié pour comprendre les transformations de cet espace durant cette période. Deux thèmes principaux guideront cette étude : le premier renvoie à la question concernant la position et à la fonction de la littérature au sein de l'ordre général des savoirs ; le second a pour objet le problème posé par la position sociale de l'homme de lettres, par les formes de sociabilité littéraire, mais aussi par les rapports de la « République des lettres » face à l'État consulaire et impérial.

« L'invention du xviii^e siècle » et la lutte pour la prééminence des lettres

- 3 En 1801, dans un compte rendu de Jean-Jacques Dussault consacré à la réédition des *Lettres de Madame de Sévigné* par l'abbé Bourlet de Vauxcelles, l'auteur constate qu'on est

[...] tenté de croire qu'il existe aujourd'hui entre les gens de bien et les meilleurs esprits, une espèce d'émulation pour reproduire les ouvrages du Grand Siècle, pour réhabiliter ces écrivains qu'une orgueilleuse philosophie a voulu dégrader [...].

L'auteur poursuit en ajoutant que cette émulation est

[...] le seul moyen de nous consoler de la stérilité actuelle de notre littérature, et même de la féconder de nouveau [...] c'est en apprenant à goûter, à chérir les ouvrages du siècle de Louis XIV, que nous pourrions aspirer encore à la gloire des lettres⁸.

Cet extrait est loin d'être original. Il s'inscrit dans le thème bien connu de cette « décadence » des lettres qui, ayant été portées « au plus haut point de perfection »⁹ durant le siècle de Louis XIV, se seraient irrémédiablement dégradées durant le xviii^e siècle et la Révolution. Certes, si nous sommes ici dans le cadre de la polémique, il faut reconnaître qu'en 1801 le statut de la littérature peut justifier, chez certains, cette nostalgie du Grand Siècle. Durant la Révolution et, plus précisément, durant la période directoriale (1795-1799), le statut de la littérature, comme de la philosophie, s'est profondément modifié, devenant en quelque sorte les branches secondaires des domaines scientifiques que sont la médecine et l'histoire naturelle. Pour comprendre pourquoi la littérature, et plus généralement les domaines de production intellectuelle qui touche selon le terme de l'époque au « moral » de l'homme, ont perdu leur prééminence face aux sciences, il faut se souvenir qu'aux lendemains immédiats de la Terreur, une question essentielle va être posée : comment continuer à penser et à écrire après une période pendant laquelle la Raison semble être devenue folle ? Les thermidoriens qui, après Robespierre, s'interrogent sur les conditions de la mise en place d'une nouvelle République susceptible de stabiliser et de « terminer » la Révolution, se méfient de ces philosophes et littérateurs qui, pour n'avoir su poser les bornes et les freins aux dérives de la Raison, ont laissé se mettre en place le règne de la barbarie et de la violence. S'il ne s'agit pas pour ces révolutionnaires de condamner sans détour la philosophie et la littérature, il leur faut désormais trouver les garanties – institutionnelles et épistémologiques – susceptibles de maintenir ces productions intellectuelles dans le cadre strict du service de la République.

- 4 La recherche de ces garanties justifie la mise en place de ce qu'on appelle l'Idéologie qui, à travers ces deux représentants les plus éminents, Cabanis et Destutt de Tracy, fournit une réponse épistémologique, institutionnelle et politique à la question posée par le statut problématique du travail littéraire et philosophique. À travers le paradigme des « rapports du physique et du moral » selon lequel le moral de l'homme, ses pensées, ses passions, dépendent directement de son organisation physiologique – le « cerveau sécrète les pensées » –, les Idéologues mettent en place les fondements d'une nouvelle légitimation des productions littéraires et philosophiques, mais ils les placent, au sein de l'ordre des savoirs, dans des positions secondaires face aux sciences médicales et naturelles. Désormais, on ne peut être écrivain ou philosophe qu'à condition d'être physiologiste ou naturaliste. Ceci n'est pas un vain mot, car selon les nouvelles normes littéraires, l'écrivain, le philosophe (mais aussi l'artiste) sont appelés à écrire à partir d'un

système de règles qui normalisent la production scientifique. L'observation et l'analyse, normes de validité des travaux des médecins et des naturalistes, sont ainsi érigées en normes du travail littéraire et philosophique. Parce que ces productions touchent au moral de l'homme, et que l'étude du moral de l'homme doit s'appuyer sur l'étude de son organisation physique, c'est désormais vers la physiologie ou l'anatomie comparée que les gens de lettres doivent se tourner : pour bien écrire, il faut prendre modèle sur les descriptions des médecins ou des naturalistes. Cette relation subalterne des productions de l'esprit aux disciplines scientifiques se marque également dans la construction institutionnelle de l'espace intellectuel. Loin de marquer un « retour » aux anciennes académies, la création de l'Institut national en 1795 constitue une réelle rupture. Pour dire vite, l'organisation de l'Institut national renforce la prééminence des sciences sur les lettres et, selon le modèle d'une « Encyclopédie vivante » qui doit assurer l'homogénéité de la communauté intellectuelle aux dépens des « corps » qui prévalaient sous l'Ancien Régime, fait totalement disparaître toute forme d'indépendance ou d'autonomie d'une communauté de gens de lettres. Condamnant les « flatteries » et les « flagorneries » des hommes de lettres de l'Ancien Régime, les républicains du Directoire cherchent désormais à les mobiliser dans une mission d'utilité, celle d'instruire et d'éduquer le peuple afin de renforcer la République¹⁰. À partir de la mise en place du Consulat en novembre 1799, le recours au xviii^e siècle devient un outil pour lutter contre ce modèle d'organisation épistémologique et institutionnelle des savoirs. Il s'agit en un mot de redonner une spécificité à la littérature et à l'écrivain et en revendiquer la prééminence sur les sciences.

- 5 Pour marquer l'originalité de l'écrivain face au savant, il s'agit d'abord de revendiquer une forme de technicité propre à la littérature. L'écrivain doit occuper une place à part, celle d'un spécialiste du « langage », plus précisément du « beau langage ». N'oublions pas que l'homme de lettres a perdu, entre 1795 et 1803, le contrôle qu'il exerçait sous l'Ancien Régime sur les normes de la langue française. Ainsi, entre 1798 et 1801, la Commission chargée de continuer le *Dictionnaire de l'Académie française* est composée à part égale de scientifiques (comme le naturaliste Lacepède) et de littéraires. Pour ces derniers, il faut désormais lutter pour affirmer la distinction du statut des lettres. Plus précisément, il s'agit de construire un territoire spécifique (le travail sur le style) et de revendiquer une position d'autorité sur le contrôle de la langue. C'est là que l'on comprend les enjeux qui peuvent entourer la « redécouverte » d'auteurs comme Voiture ou Balzac qui sont présentés dans de nombreux articles comme les pères du « génie de la langue française ». Le choix porté à ces auteurs et au genre de l'éloquence n'est pas gratuit. Il s'agit de présenter ces auteurs, et en particulier Balzac, « beaucoup trop négligé par les jeunes gens qui se destinent à l'éloquence », comme un auteur, certes très laborieux « qui eut le malheur de n'exercer son talent que sur des sujets peu intéressants », mais qui, par sa compétence de technicien de la langue, a su « donner à l'éloquence cette noblesse et cette dignité qui doivent la caractériser »¹¹. À travers la redécouverte d'un Balzac, et la valorisation de genres particuliers comme l'éloquence et la correspondance (des lettres de Balzac sont aussi publiées dans un recueil en 1802), c'est la compétence littéraire, fruit d'un travail et d'une technique propre à l'homme de lettres, qui est ici affirmée. Comme le souligne Bonald :

Au siècle de Louis XIV, il y avait eu des orateurs, des philosophes, des poètes même, qui en même temps qu'ils étaient littérateurs, possédaient la science des objets qu'ils traitaient¹².

- 6 Le « travail », la « rigueur », « l'austérité » de l'homme de lettres sont en effet autant de valeurs qui caractérisent les portraits des auteurs du xviii^e siècle¹³, valeurs toujours opposées à la « frivolité » du xviii^e siècle, mais qui servent surtout à valoriser la position de l'homme de lettres face aux « savants ». En choisissant des figures du Grand Siècle qui sont présentées comme de véritables techniciens de la langue, il s'agit en effet de construire un système de représentations du travail littéraire susceptible de concurrencer le système dominant à partir duquel le travail scientifique est fortement valorisé. Le xviii^e siècle sert ainsi de modèle méthodologique propre à valoriser le travail littéraire, et progressivement à montrer la supériorité des lettres sur les sciences. En 1807, un collaborateur du *Spectateur français* n'hésite pas à affirmer qu'il « est une sorte d'avantage attaché à la médiocrité dans les sciences ».
- 7 Mais revendiquer une compétence particulière de l'écrivain ne suffit pas. Il faut encore marquer l'autonomie complète et totale de l'objet même de la littérature et de la philosophie. À partir de 1800, le paradigme des « rapports du physique et du moral » est attaqué. Pour les adversaires de ce système, il s'agit de montrer que si l'homme est composé de deux substances qui ont des influences l'une sur l'autre, il ne saurait être question de réduire totalement le moral au physique. Derrière cette querelle, les enjeux sont clairs : si la science ne peut réduire l'homme aux lois physiques et physiologiques, alors la littérature et la philosophie doivent prendre en charge le domaine qui, défini sous les notions « d'âme », de « cœur » ou « d'esprit », n'est pas réductible au « physique ». La prétention idéologique et scientifique est ainsi attaquée, comme l'illustre cette harangue du professeur d'éloquence au Prytanée de Paris en 1803 :
- Malgré ton orgueil, ta science parfaite du corps humain t'assimile pour me servir de la comparaison un peu familière d'un savant mathématicien, à ces officiers si communs de Paris, qui connaissent parfaitement le nom de toutes les rues, le numéro de toutes les maisons, mais qui ne savent pas ce qui s'y passe¹⁴.
- 8 Si une partie de l'homme – le champ des « sensations » – reste du côté de la science, un autre – celui des « sentiments » – doit désormais être pris en charge par les écrivains et les philosophes. On comprend ainsi « l'alliance » qui s'est mise en place, dès le Directoire, et s'est renforcée par la suite entre les hommes de lettres et les acteurs de la reconquête catholique, alliance qui comme l'a montré Bénichou, a abouti à la valorisation de la figure du poète¹⁵. Non que tous les hommes de lettres se convertissent alors à la religion catholique. Mais ce rapprochement avec la religion devient un moyen particulièrement efficace pour revendiquer une « autonomie » épistémologique de la littérature dans l'ordre des productions intellectuelles. À partir de ce rapprochement avec la religion et de la valorisation du dualisme de la nature humaine (l'*homo duplex*) contre le système sensualiste de Condillac et les théories vitalistes de l'École de Montpellier, l'écrivain et le philosophe retrouvent un territoire spécifique (le sentiment, le cœur, l'âme) face au savant. L'ouvrage publié en 1801 par Pierre-Simon Ballanche, *De la Littérature considérée dans ses rapports avec la littérature et les arts*, est particulièrement important pour comprendre la rupture qui s'effectue à ce moment et qui est renforcée l'année suivante par la publication du *Génie du Christianisme*. Le xviii^e siècle considéré comme « le grand siècle chrétien » devient dans cette perspective la référence idéale.
- 9 C'est d'abord vers les femmes et le genre épistolaire du xviii^e siècle (Mmes de Sévigné, de Grignan, de Simiane, de Maintenon), que sont recherchés les modèles de cette littérature du « goût », du « sentiment » et du « cœur »¹⁶. C'est ensuite vers les philosophes du xviii^e siècle qui allient la raison à la religion que se tournent les adversaires du paradigme des

« rapports du physique et du moral ». Fénelon est ainsi mobilisé contre les théories sensualistes qui mettent l'accent sur les rapports du physique et du moral¹⁷. À travers cette réappropriation d'un territoire, le sentiment ou l'âme, où l'on voit se mettre en place la distinction entre la littérature d'idées (qui s'adresse à l'esprit) et la littérature d'imagination ou de sensibilité¹⁸, la littérature et la philosophie acquièrent une fonction véritablement morale : ce sont elles qui doivent prendre en charge l'éducation morale, non en s'adressant seulement à la raison, mais en s'adressant au cœur par le biais du plaisir qu'elles doivent faire naître. Au moment où est signé le Concordat et où l'Église récupère une partie de ses prérogatives, l'homme de lettres est ainsi appelé à une nouvelle mission pédagogique qui doit combler un vide ouvert par la prééminence accordée aux sciences accusées d'avoir desséché l'homme et d'avoir dégradé la société. En introduisant la figure de l'écrivain « sacré », intermédiaire entre les hommes et Dieu, Chateaubriand ne fait qu'affirmer davantage cette nouvelle posture prééminente de l'homme de lettres.

- 10 En 1803, Bonaparte supprime l'Institut national et le projet idéologique de « l'Encyclopédie vivante »¹⁹. Les académies sont reconstituées, cette fois sur le modèle des académies d'Ancien Régime. Signe des temps, des anciens membres de l'Académie française, tel l'abbé Morellet, reprennent leur place dans la nouvelle institution qui marque en partie la victoire des partisans du xviii^e siècle. En partie seulement, car leur offensive ne s'arrête pas, au contraire, elle s'amplifie. D'autres enjeux apparaissent durant cette période (1803-1810) qui voit s'affronter le camp des « philosophes », qui revendiquent le statut d'héritiers du xviii^e siècle, et le camp des écrivains qui s'érigent en défenseurs du xviii^e siècle.

La bataille des « héritiers » : xviii^e vs xix^e siècle

- 11 L'alliance qui s'est constituée sous le Directoire et dans les premières années du Consulat, entre les « philosophes » et les « écrivains » est souvent méconnue, en dépit du rôle qu'elle a joué dans la « défaite » des Idéologues. Parmi ces philosophes, héritiers des Lumières, mais néanmoins adversaires des Idéologues, on peut citer les noms de Morellet, Roederer, Degérando, Dupont de Nemours ou Suard, personnalités souvent difficilement classables sous les étiquettes traditionnelles, que Bénichou rassemble sous le titre de « libéraux ». Pour ces derniers, comme pour les écrivains, il s'agissait de redonner une place spécifique au sein de l'organisation épistémologique et institutionnelle des savoirs aux productions de l'esprit, la littérature et la philosophie. Les uns et les autres portent également le même jugement sur l'épidémie²⁰ qui semble caractériser le monde des lettres. La profusion d'une « foule d'écrivains sans talent, mais prétendant au titre d'hommes de lettres » ou qui, « avec des talents réels, croyant voir leur ambition justifiée par quelques exemplaires, n'ont considéré les travaux littéraires que comme un moyen de parvenir »²¹ aurait provoqué la dégradation de la littérature et serait la cause de désordres politiques, sociaux, économiques et moraux. La reconstitution d'une « oligarchie des lettres »²² – sur le modèle de l'Académie française – rassemble dès 1800 les membres des deux camps. Or, à partir de 1803-1804, l'alliance entre les écrivains et les philosophes explose complètement pour aboutir à un conflit particulièrement violent entre les héritiers du xviii^e et ceux du xix^e siècle. Cette division peut être interprétée comme la seconde étape d'un processus, commencé dès 1800, d'autonomisation épistémologique de la littérature. Après avoir marqué une distinction entre les sciences et

la littérature, il s'agit désormais de revendiquer une nette distinction entre la littérature et la philosophie. À l'image de ce qui se produit au sein des savoirs scientifiques, un véritable processus de spécialisation est à l'œuvre dans le monde des lettres, processus qui aboutit à la revendication d'une distinction tranchée entre la littérature et la philosophie. Au-delà des attaques violentes portées par les écrivains contre les « prétentions » des philosophes à s'ériger en nouveau « guides de l'opinion publique »²³, le combat se porte principalement sur la volonté de distinguer nettement le terrain littéraire du terrain philosophique. Progressivement les écrivains tracent les frontières des champs de compétences et de productions spécifiques qui ne pourraient subir d'intrusion des philosophes. C'est sur le problème de la critique que le combat s'engage. Dès 1801, le « philosophe » Morellet serait, selon Dussault, « sorti de son genre » lorsqu'il a critiqué l'*Atala* de Chateaubriand :

Lorsque M. Morellet s'escrimait avec l'auteur des *Annales politiques et littéraires*, il était là sur son terrain : c'était sur des matières de morale, de politique, de philosophie que roulaient toutes les disputes [...]. Mais quand il s'agit de juger du style, ce même esprit géométrique peut égayer beaucoup ; c'est dans cette partie que commence et s'établit véritablement le domaine du goût [...]

c'est-à-dire, la littérature²⁴. Dans ce combat, les philosophes se retrouvent rapidement dans une position défensive. Ayant à lutter contre une presse particulièrement active, ils sont également victimes du rapprochement sans équivoque qui s'effectue à partir de 1802 entre les écrivains et les catholiques. À partir du moment où les représentants de la religion s'engage du côté de la littérature, ils fragilisent considérablement la position des philosophes dont certains, comme Roederer ou Degérando, cherchent à « réconcilier » la Raison et la Foi. Pris en tenaille entre la science et la littérature dont les représentants tendent à dresser des frontières perméables, le champ d'intervention du philosophe se réduit considérablement. C'est dans ce combat, que la figure du poète et la défense du « beau » style deviennent les armes privilégiées des écrivains. C'est vers le xviii^e siècle encore qu'ils se tournent pour trouver les modèles de cette littérature « pure » et « saine » qui, à l'image de Bossuet, consacre l'alliance de la Religion et des Lettres. La référence au Grand Siècle devient alors le support de la valorisation d'une littérature conforme aux attentes du Prince et susceptible de jouer une fonction d'édification morale et de pédagogie. Le recours au xviii^e siècle a en effet aussi pour objectif de faire valoir le conformisme social et politique des écrivains à un moment où le régime politique évolue vers le césarisme. Contrairement aux philosophes du xviii^e qui sont accusés d'avoir contribué aux désordres politiques et sociaux, se tourner vers les auteurs du xviii^e siècle est un moyen efficace d'offrir les preuves d'allégeance au régime. Les enjeux sont ici loin d'être théoriques. Derrière la « guerre » que se livrent les écrivains et les philosophes se dessinent deux visions opposées des rapports entre l'État et le monde des lettres. Si les représentants des deux camps soutiennent le renforcement du pouvoir exécutif et la mise en place du régime impérial, leurs positions se distinguent nettement quant à l'intervention de l'État dans l'espace intellectuel.

- ¹² On peut replacer ici le débat que suscite le concours proposé par la seconde classe de l'Institut en 1805 sur « l'indépendance de l'homme de lettres » et le texte bien connu de Bonald²⁵. Pour ce dernier, c'est lorsque les hommes de lettres se sont détournés des cours royales et princières pour se rapprocher des « capitalistes » et du monde des affaires, qu'ils ont commencé à constituer un danger pour l'ordre social et politique. Plus encore, c'est parce qu'il y a eu une fusion des élites intellectuelles et financières au sein des salons du xviii^e siècle que s'est constituée une « intelligentsia » susceptible de contrôler

l'opinion publique et de bouleverser l'ordre social. L'opposition entre héritiers du xvii^e et du xviii^e siècle est ici cruciale et ses enjeux sont autant intellectuels que politiques. Il faut se rappeler que c'est le modèle de la sociabilité des salons du xviii^e siècle que défend un Roederer dans un texte important dont le sous-titre est « Théorie de l'opinion publique ». Pour Roederer, l'opinion publique est fabriquée par une élite mixte – constituée par les « financiers » d'un côté, et les « classes cultivées » de l'autre – Pour Roederer, c'est au sein de cette élite mixte que doivent se mettre en place les conditions de fonctionnement du monde des lettres. À l'image du xviii^e siècle, les « salons » doivent former ce public, organe de consécration de la légitimité littéraire et philosophique. Plus encore, c'est de cette alliance entre les « financiers » et les hommes de lettres que doivent être mises en place les règles de fonctionnement matériel du marché des biens de productions intellectuelles. Le problème des questions financières et économiques dans la définition du statut de l'homme de lettres est ici fondamental. À une époque où le marché du livre et de l'édition connaît des difficultés, aboutissant même à une crise profonde entre 1802 et 1805, la question de « l'indépendance » de l'homme de lettres est loin d'être abstraite.

- 13 Que ce soit du côté des philosophes ou des écrivains, tous s'accordent pour porter un diagnostic particulièrement négatif sur le fonctionnement social du monde des lettres. Les critiques vives portées contre les « petits littérateurs » ou contre les libraires qui privilégient leurs intérêts commerciaux soulignent un mouvement général favorable à un retour à l'ordre. La question est de savoir comment ce retour à l'ordre est possible et quels doivent en être les instruments. Sur ce point, les positions des héritiers du xvii^e siècle et du xviii^e siècle divergent complètement. Pour les premiers, il faut reconstituer les formes hiérarchisées et mécéniques du xvii^e siècle ; pour les seconds, il s'agit de trouver les conditions de rétablir l'ordre dans le monde des auteurs et des livres en privilégiant l'initiative privée et les règles du marché économique. En 1799, Roederer prend position dans le débat sur une hausse possible du prix du timbre, mesure susceptible de lutter contre les contrefaçons d'ouvrages. Dans sa « Lettre d'un Bibliophile » publié dans le *Journal de Paris*, il insiste sur le fait qu'il est possible de créer les conditions d'une organisation autonome du monde des auteurs et du marché des livres en recourant à l'initiative privée :

Dans un temps d'aisance et de crédit, une association libre d'auteurs, de libraires et de capitalistes, qui sauraient indemniser à propos les écrivains et se chargeraient de leurs livres, pourrait faire merveilleusement et très fructueusement pour les associés eux-mêmes, la police de la librairie à l'égard des contrefaçons²⁶.

- 14 Pour un Degérando, un Roederer, un Morellet ou un Suard, cette élite²⁷ dont ils recherchent le modèle dans les salons du xviii^e siècle doit donc jouer un rôle fondamental, non seulement dans l'espace intellectuel, mais aussi dans l'espace politique : c'est elle qui doit « éclairer » l'opinion publique et jouer une fonction de contre-pouvoir face au pouvoir exécutif. À l'inverse, ceux qui sont favorables à une monarchisation des rapports entre l'État et l'espace intellectuel dénoncent cette « mission » politique de l'homme de lettres, ces rencontres entre *gens du monde et les sophistes qui se disaient gens de lettres*²⁸ et considèrent que la seule « liberté » et « indépendance » de l'homme de lettres doit être recherchée du côté de la relation mécénique qui le lie exclusivement à l'État. Contre le modèle prôné par la fusion des « élites », ils mettent en place une représentation sacralisée de l'homme de lettres. Au modèle de la sociabilité du xviii^e siècle est opposé un modèle de sociabilité « littéraire », fondé sur le bon ton, la galanterie, la politesse. On insiste sur l'individu (opposé au

groupe) dont le « génie » ne peut véritablement se révéler que dans la méditation et l'isolement²⁹. Enfin, contre le rapport établi entre l'homme de lettres et les « capitalistes », ils valorisent la relation privilégiée entre l'écrivain et l'Empereur. On assiste ainsi, à travers la valorisation de l'héritage du xviii^e siècle, à une défense et illustration du système des pensions et à une valorisation du mécénat comme mode d'honorabilité et de consécration littéraire. Dans cette perspective, sont justifiées les pratiques de flatterie et de flagornerie. Souvent qualifié d'auteur « ampoulé », Balzac est ainsi excusé car :

[...] s'il est tombé si souvent dans l'enflure et l'affectation, c'était pour plaire aux personnes auxquelles il écrivait³⁰.

- 15 C'est à cette politique de pension que se range progressivement l'Empereur. Politique qui, à partir de 1805, accentue les distinctions sociales au sein de l'espace intellectuel et transforme en profondeur le fonctionnement du monde des lettres.
- 16 Depuis 1789, les pensions n'ont cessé d'être accordées par les autorités publiques bien que, jusqu'en 1805, nous ne sachions pas en estimer le montant ni en connaître les bénéficiaires. Ce n'est en effet qu'à partir de 1805 que nous avons pu consulter, dans les archives de la Secrétairerie impériale, les listes des bénéficiaires et le montant des sommes qui leur sont accordées³¹. À la lecture de ces listes, une évidence s'impose : les hommes de lettres qui bénéficient des plus fortes pensions, sont aussi ceux qui appartiennent aux grandes institutions de savoirs ou à l'administration. Or, à partir de 1805, ces inégalités ne vont cesser de s'accroître. Dans ce processus, l'année 1807 semble constituer un véritable tournant marqué, entre autres, par la présentation du « Rapport du ministre de l'Intérieur [Champagny] à l'Empereur sur les moyens d'encourager la culture des lettres ». Ce texte marque incontestablement le succès obtenu par les idées des partisans du retour à l'ordre louis-quatorzien auprès des autorités publiques. Le rapport s'ouvre par un éloge de la littérature du xviii^e siècle qui *condamnait déjà le xviii^e siècle à rester en arrière de celui qui l'avait précédé*, et par une critique violente de la *secte de l'Encyclopédie* [qui] *répandit autour des esprits la prétention à l'universalité, l'ambition du succès fragile*³². La Révolution est accusée d'avoir accentué la ruine de la littérature en créant un désordre dans le monde de la librairie et de l'imprimerie et en permettant l'entrée au sein du monde des lettres de « petits littérateurs », véritables parvenus « sans talent » :

[...] une foule d'écrivains sans talent, mais prétendant au titre d'hommes de lettres, en ont dégradé la dignité... [ils] ont inondé le public de productions insignifiantes. D'autres, avec des talents réels, croyant voir leur ambition justifiée par quelques exemplaires, n'ont considéré les nouveaux travaux littéraires que comme un moyen de parvenir³³.

- 17 Pour pallier ces effets « néfastes », l'auteur du rapport propose de reconstituer la « forme monarchique » favorable *au développement des arts d'imagination et au perfectionnement du goût*. Il s'agit, à travers, entre autres, le projet de la création d'une Commission spéciale chargée d'apprécier les ouvrages *d'après leur mérite intrinsèque plutôt que d'après les liaisons de leurs auteurs*, de restaurer une police de la littérature grâce à laquelle l'État et un corps d'écrivains choisis sont susceptibles de contrôler les productions littéraires. Bien que l'Empereur prenne ses distances avec certaines des propositions de son ministre³⁴, sa politique menée envers le monde des lettres et des sciences se transforme radicalement. Désormais, les pensions deviennent un moyen de contrôle à partir duquel l'Empereur, et l'État, s'érigent en organe exclusif de la consécration intellectuelle. À partir de 1807, nous pouvons dire que l'autorité littéraire (mais aussi scientifique et artistique), repose sur les

faveurs de l'État et les bénéfices matériels et symboliques qu'il dispense. Dès 1807, cette évolution inquiète Morellet et les « héritiers des Lumières » :

On fait d'ailleurs des pensions et des traitements à beaucoup de gens de lettres avec une grande magnificence. L*** a huit ou dix mille francs de retraite, et on n'en donne guère moins à différents coopérateurs du *Mercur* qui, comme vous le comprenez bien, ne seront pas payés sur les fonds de ce journal, qui n'a que douze cents souscripteurs. Certes, jamais les lettres n'ont été aussi favorisées, ni au siècle d'Auguste, ni de celui de Léon X, ni par Louis XIV lui-même ; et Dieu veuille que cette grande magnificence ne détourne pas du but qu'on se propose plus qu'elle n'y conduit³⁵.

- 18 Les raisons de l'adoption par Napoléon de ce modèle monarchique repose moins sur une « ambition personnelle » que sur sa volonté de faire cesser les luttes au sein de l'espace intellectuel, et particulièrement littéraire, et de rétablir l'ordre. Rappelons en effet qu'entre 1804 et 1807, les conflits entre « écrivains » et « philosophes » n'ont cessé de s'exacerber, dans les journaux, mais aussi au sein même de l'Académie française qui n'a pu décerner le prix proposé en 1804 dont l'objet était de dresser un « Tableau littéraire de la France au xviii^e siècle ». En 1807, le président de l'Académie, Suard, est contraint, face aux violentes attaques qui opposent les « écrivains » et les « philosophes » de préciser que :

La plupart de ceux qui ont envoyé des ouvrages au concours ont paru croire qu'en proposant le Tableau [...], l'Académie avait eu pour but d'établir un parallèle entre le xvii^e et le xviii^e siècle, et même d'élever un de ces siècles au-dessus de l'autre.

L'Académie n'a pas eu une telle intention³⁶.

Face à un tel désordre, l'Empereur est contraint d'intervenir et érige l'État, aux dépens de l'Institut dont les membres se voient ravalés au statut de simples « consultants », comme la source exclusive de la légitimation littéraire. Dans ces « Observations sur les rapports du ministre de l'Intérieur relativement à l'encouragement des lettres » (avril 1807), l'Empereur précise en effet que :

L'Institut n'aura rien à opposer à ce qu'on exige de lui ; il est obligé par son institution à répondre aux demandes que lui fait le ministre de l'Intérieur³⁷.

- 19 La politique de pensions mise en place à partir de 1807 accélère la polarisation de l'espace intellectuel qui s'inscrit dans le processus de spécialisation et de « professionnalisation ». Bien que le nombre des bénéficiaires augmente³⁸, ceux qui reçoivent le plus, et qui sont érigés en « favoris » du régime impérial, sont aussi ceux qui bénéficient de la plus forte légitimité intellectuelle et institutionnelle.
- 20 L'offensive menée au nom de la défense du xvii^e siècle est un objet d'étude particulièrement adéquat pour étudier les transformations profondes qui touchent l'espace intellectuel entre 1800 et 1810. Si nous n'avons pas la prétention d'avoir embrassé l'ensemble des problèmes posés par cette question, nous espérons avoir ouvert quelques pistes susceptibles de renouveler les approches traditionnelles. La nécessité de croiser l'histoire des idées à l'histoire sociale et politique nous est encore apparue particulièrement ici. En 1808, la « victoire » des héritiers du Grand Siècle n'est qu'apparente. Le système des pensions qu'ils ont contribué à mettre en place et l'intervention de l'État dans le processus de consécration littéraire se retournent en effet contre eux, aboutissant par exemple à la « rupture » entre Chateaubriand et l'Empereur. De nouvelles tensions apparaissent entre le monde des lettres et l'État, tensions qui continueront à jouer durant tout le xix^e siècle. Par la suite, le recours au xvii^e siècle continuera d'être un outil privilégié dans la construction de postures particulières et un

objet de lutte au sein du monde littéraire. Là aussi, il faudrait s'interroger sur l'héritage laissé par le Consulat et l'Empire dont la « vision » du xviii^e siècle a fortement influencé les représentations postérieures. Mais ceci est une autre histoire.

NOTES

1. Jean-Marie-Bernard Clément, *Tableau annuel de la littérature*, Paris, Emery, an IX (1801), t. I, p. I.
2. Arch. nat., Secrétairerie impériale, AF IV 1050, dossier 4 [21]. Selon une note du censeur Barbier du 28 avril 1808, « l'affluence a été si considérable chez l'imprimeur que 600 exemplaires ont été vendus en un jour ».
3. Paul Bénichou, *Le Sacre de l'écrivain 1750-1830*, Paris, Librairie José Corti, 1985, 492 p.
4. Didier Masseau, *Les Ennemis des philosophes*, Paris, Albin Michel, 2000, 451 p.
5. Pierre-Louis Roederer, « Observations morales et politiques sur les journaux détracteurs du 18^{ème} siècle », *Opuscules*, Paris, Imprimerie du Journal de Paris, an XII (1805), t. III, p. 10.
6. *Nomenclature des journaux, ouvrages périodiques et par souscription qui ont été envoyés par la poste pendant le mois de germinal an XI, avec le nombre présumé de leurs abonnés dans les départements*, bureau des ouvrages périodiques, archives privées de P.-L. Roederer. Arch. nat., 29 AP 91-52 et 119-.
7. André Cabanis, « Le courant néo-monarchiste sous le Consulat », in Jean Tulard (dir.), *La Contre-Révolution. Origines, histoire, postérité*, Paris, Perrin, 1990, p. 313-324, p. 314.
8. Jean-Jacques Dussault, « Lettres de Madame de Sévigné par M. l'abbé Bourlet de Vauxcelles » (11 novembre 1801), *Annales Littéraires*, Paris, Maradan, 1818, t. I, p. 224-225.
9. « De la prééminence des lettres sur les sciences, (mars 1806), *Le Spectateur français*, 1807, t. IV, p. 231.
10. Ainsi P.-L. Roederer critique ceux qui occultent la fonction sociale de la littérature : « [...] les précepteurs de l'art des livres ont dédaigné ce gouvernail de l'esprit populaire ! Leur littérature ne comprend donc pas dans le domaine de la parole ce qui ne sert qu'à l'instruction paisible de la multitude ; elle est donc plus soigneuse de la gloire des orateurs et des poètes, que de l'intérêt des peuples, et des plaisirs de l'esprit que des avantages des mœurs. Nous citons cette littérature vaniteuse devant la philosophie et la république ; qu'elle s'agrandisse par des vues et des travaux vraiment populaires, qu'elle enseigne à faire des livres que le peuple peut lire. » (en particulier, on trouve dans ce texte une valorisation du genre des almanachs), *Opuscules*, Paris, Imprimerie du Journal de Paris, t. 1, vendémiaire an VIII, p. 382.
11. Cit. in Charles-Bernard Petitot, « Sur Balzac et sur les premiers progrès de la langue française », *Le Spectateur français du 19^e siècle*, Paris, 1806, t. III, p. 285. La redécouverte de Balzac doit beaucoup à l'ouvrage de Palissot de Montoye, *Mémoires pour servir l'histoire de notre littérature depuis François I^{er} jusqu'à nos jours*, 2 vol., Paris, Crapelet, an XI (1803).
12. « Pensées extraites d'une dissertation de M. Louis de Bonald sur les sciences, les lettres et les arts », *Le Spectateur français*, 1809, t. VI, p. 231.
13. « Une application si sérieuse était le fruit d'une croyance austère : c'est qu'ils savaient que l'homme, condamné au travail de l'esprit, comme aux peines du corps, ne pouvait arracher qu'à la sueur de son front, les richesses de cette terre ingrate », « Etes deux écoles de notre littérature », *Le Spectateur français*, 1806, t. III, p. 436-441.

14. *Discours prononcé par Jean-Charles-Julien Luce de Lancival professeur d'éloquence au Prytanée de Paris [...] sur cette question : « Par quels moyens les gens de lettres peuvent-ils conserver leur dignité », Paris, Barba, an XI (1803), p. 27.*
15. Citons toujours Lancival : « je dirai enfin que, sans les idées religieuses, le système littéraire s'écroule. Si Dieu n'est pas, que devient la poésie dont l'origine est toute céleste, la poésie dont les premiers accents ont salué l'Être suprême, la poésie que l'on a crû ne définir dignement qu'en l'appelant le langage des dieux ? », *ibid.*, p. 24.
16. Notons que c'est aussi vers les femmes que les publicistes et pamphlétaires catholiques se tournent pour mener leur reconquête. La femme érigée en véritable modèle de la morale familiale et domestique devient en effet le support du discours catholique. Le modèle de la femme du xviii^e siècle (qui reste dans la sphère privée et « intime ») s'oppose à celle de la femme du xvii^e siècle qui tient salon et pénètre la sphère publique.
17. « Fénelon avait approfondi une des matières qui ont le plus occupé les écrivains de ces derniers temps, le rapport des deux substances dont l'homme est composé... la dépendance réciproque des pour cela ces deux substances », Jean-Jacques Dussault, « *De l'éducation des filles de Fénelon*, édition publiée par Bourlet de Vauxcelles » (19 juillet 1801), *Annales littéraires*, Paris, Maradan, 1818, t. 1, p. 133.
18. Florence Lotterrie, « Chateaubriand contre Madame de Staël », *Revue des Sciences humaines*, 1997, n° 247, p. 89-105.
19. Jean-Luc Chappey, « La métaphorisation de l'espace savant après la Révolution », *Politix*, 1999, n° 48, p. 37-69.
20. « Je dirai que [...] dans la disposition actuelle des esprits, tout ce qui les excite à jouer un rôle sur le théâtre littéraire, tout ce qui les engage, je ne dis pas à s'instruire, à acquérir des connaissances utiles ou même agréables, mais à vouloir se faire un nom dans la république des lettres, est également préjudiciable à l'intérêt particulier, à l'intérêt public, et même au progrès des sciences et des arts... Cette espèce d'épidémie est en effet très préjudiciable aux particuliers, elle les détourne d'une foule de professions honorables pour s'adonner à une qu'ils déshonorent ; ils courent après la gloire et ils n'atteignent que le ridicule : c'est un malheur lorsque la qualité d'homme de lettres devient un état. », Charles-Marie Féletz, « Sur un ouvrage intitulé : *Les réclamations de la littérature en faveur de l'établissement connu en Angleterre sous le nom de Société pour un fonds littéraire, et d'un projet d'un pareil établissement en France* », *Le Spectateur français*, Paris, Librairie de la Société typographique, 1806, t. III, p. 210-211.
21. « Rapport du ministre de l'Intérieur sur les moyens d'encourager la littérature », 21 janvier 1807, Arch. nat., Secrétairerie impériale, AF IV 1289, d. 77, p. 134.
22. Louis-Germain Petitain, « Quelques vues sur ce qu'on appelle la propagation des Lumières et les effets naturels d'une grande multiplication de cette classe d'hommes, dits philosophes, penseurs et gens de lettres », *Mémoires d'économie publique, de morale et de politique*, P.-L. Roederer (dir.), Paris, Imprimerie du Journal de Paris, t. 1, n° 5, p. 279-313.
23. « Les maux affreux qu'a produits, dans tous les temps, la licence de quelques écrivains soi-disant philosophes ; les désastres, irréparables peut-être, dont nous venons d'être les témoins et les victimes, ont dû guérir pour longtemps les gens de lettres de la manie d'endoctriner les chefs de l'État, et de la manie, plus funeste encore, d'éclairer les peuples, c'est-à-dire de mettre entre leurs mains un flambeau dont ils ont bientôt fait une torche incendiaire », *Discours prononcé par J. Ch. De Lancival, op. cit.*, p. 23-24.
24. Jean-Jacques Dussault, « Critique d'*Atala* par André Morellet » (25 mai 1801), *Annales littéraires, op. cit.*, t. 1, p. 114.
25. « Ce fut en affectant l'indépendance de l'autorité religieuse que des gens de lettres firent au quinzième siècle une révolution dans la société ; et, de nos jours, des gens de lettres ont fait une révolution dans l'État en affectant l'indépendance de toute subordination politique, et en appelant tout pouvoir une usurpation, et toute dépendance, un esclavage... », Louis de Bonald,

« De l'indépendance des gens de lettres », (3 juillet 1805), *Le Spectateur français*, Paris, Librairie de la Société typographique, 1806, t. III, p. 227.

26. Pierre-Louis Roederer, *Opuscules*, « Lettre d'un bibliophile sur le projet de timbrer les livres », *Opuscules*, Paris, Imprimerie du *Journal de Paris*, vendémiaire an VIII, t. I, p. 227.

27. Pierre-Louis Roederer évoque la possibilité d'émergence de cette « classe intermédiaire » dans ses « Observations morales et politiques sur les journaux détracteurs du 18^{ème} siècle », p. 66 : « encore faudrait-il qu'elle fût peu nombreuse, composée d'hommes dont l'existence comptât de la même époque que le gouvernement ; il faudrait qu'elle fût pour ainsi dire éclos des mêmes circonstances que lui, intéressée comme lui à la destinée des principes et des personnes qui ont contribué à son développement ».

28. « [...] ce commerce de contagion devint général ; les auteurs et les lecteurs, dignes les uns des autres, furent ligüés ensemble contre le public ; ce public, réduit à un trop petit nombre, perdit de son autorité ; et le vulgaire, usurpateur ignorant, s'empara de son tribunal », Jean-Marie-Bernard Clément, *Tableau annuel de la littérature*, op. cit., t. I, p. XII-XIII.

29. On peut retrouver certains thèmes propres à cette littérature d'émigration étudiée par Fernand Baldensberger, *Le Mouvement des idées dans l'émigration française (1789-1815)*, Paris, Plon, 1924, t. II, p. 18-22.

30. Charles-Bernard Petitot, « Sur Balzac et sur les premiers progrès de la langue française », *Le Spectateur français*, 1806, t. III, p. 293. Petitot publie en 1803-1804 un *Répertoire du théâtre français ou Recueil des tragédies et comédies restées au théâtre depuis Rotrou*, Paris, Perlet, 16 vol.

31. « Dossier relatif aux pensions et secours mutuels accordés à des savants et artistes à partir du 1^{er} vendémiaire an XIII », Arch. nat., Secrétairerie impériale, AF IV 1316 (d. 78-94).

32. « Rapport du ministre de l'Intérieur sur les moyens d'encourager la culture des lettres, 21 janvier 1807 », Arch. nat., Secrétairerie impériale, AF IV 1289 (dossier 77, p. 131-134).

33. *Ibid.*

34. Annie Jourdan, *Napoléon, héros, imperator, mécène*, Paris, Aubier, 1998, p. 234-240.

35. *Lettres inédites de l'abbé Morellet sur l'histoire politique et littéraire des années 1806 et 1807*, Paris, Ladvocat, 1822, 135 p., « Lettre à P.-L. Roederer du 24 août 1807 », p. 88.

36. Cit. in Roland Mortier, *Le « Tableau littéraire de la France au XVIII^e siècle ». Un épisode de la « guerre philosophique » à l'Académie française sous l'Empire (1804-1810)*, Bruxelles, Palais des Académies, 1972, 144 p., p. 9.

37. Arch. nat., Secrétairerie impériale, AF IV 909.

38. En 1807, le nombre des pensionnés est de 144 ; il passe à 194 en 1808. Ces 194 doivent se partager un montant total de 162 000 francs. Voir « Rapport par lequel on propose à S. M. l'Empereur d'accorder des pensions à des hommes de lettres, savants et artistes (2 mars 1808) », Arch. nat., Secrétairerie impériale, AF IV 129 (d. 16, p. 123-130).